Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



n° 74

p.a.f. 0,60 € - septembre 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Patronat et gouvernement mènent leur lutte de classe. Les travailleurs doivent mener la leur.

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Belfius : la vache à lait est retapée

Les pertes sont épongées par des milliards d'argent public, des centaines d'employés ont perdu leur emploi, des communes sont ruinées, les épargnants « coopérants » d'Arco ayant tout perdu sont baladés depuis des années…

… et voilà que Belfius qui a succédé à Dexia rapporte à nouveau.

Alors, les actionnaires privés sont à nouveau intéressés. Et le gouvernement leur cède promptement la place en privatisant 30% de Belfius par une introduction en Bourse. Le tout assorti de la promesse d'une croissance des profits de 43% en 5 ans (qui ne pourra être atteinte que par des activités spéculatives) et d'une augmentation de la part des profits distribués aux actionnaires (50 à 65% au lieu de 42% actuellement).

Et c'est réparti pour un tour jusqu'à la prochaine crise.

Pour arrêter cette folie, il n'y a qu'une solution : exproprier les banques et les soumettre au contrôle démocratique de la population… qui a déjà largement payé le prix d'achat !

La population syrienne sous les bombes

À Raqqa, en Syrie, 20 000 personnes, sous le joug de l'État Islamique, subissent les bombes de la coalition internationale, qui auraient tué au moins 170 civils en huit jours, selon l'observatoire syrien des droits de l'homme. Début août, un responsable de la coalition reconnaissait déjà 624 civils tués dans des bombardements depuis 2014, chiffre probablement sous-estimé.

Le secrétaire d'Etat américain de la défense accuse Daesh de se servir de femmes et d'enfants comme boucliers humains. C'est possible : l'État Islamique fait preuve du même mépris des populations que les grandes puissances, les États-Unis et leurs alliés, dont la France, qui prétendent secourir les victimes de la barbarie djihadiste, mais qui les plongent encore plus dans l'horreur en multipliant les guerres qui détruisent tout sur leur passage.

Barcelone: l'horreur de la barbarie

Des Barcelonais et des touristes ont été victimes d'un effroyable attentat islamiste le 17 août. Rien ne peut justifier ces meurtres.

Mais comment ne pas être écoeuré par les dirigeants - espagnols, américains, français, belges...- qui ont multiplié dans les heures suivantes les déclarations de circonstance dénonçant « l'injustice » et la « barbarie » de ces attentats. Car les États occidentaux et leurs armées n'épargnent pas non plus les populations civiles en bombardant des villes comme Mossoul.

Il n'y a aucune raison de faire corps avec nos dirigeants au nom d'une prétendue « union nationale ».

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Non, la lutte des classes n'a pas disparu !

Ainsi, Di Rupo propose au PS d'abandonner la référence à la Charte de Quaregnon. Ce texte programmatique a été écrit en 1894 pour le Parti Ouvrier Belge, l'ancêtre des partis socialistes PS et sp.a, et dit entre autres :

La réalisation de cet idéal (socialiste) est incompatible avec le maintien du régime capitaliste qui divise la société en deux classes nécessairement antagonistes: l'une, qui peut jouir de la propriété sans travail, l'autre, obligée d'abandonner une part de son produit à la classe possédante. Les travailleurs ne peuvent attendre leur complet affranchissement que de la suppression des classes et d'une transformation radicale de la société actuelle.

En réalité, cela fait au bas mot un siècle que les partis socialistes ont renié la Charte de Quaregnon. Toute leur politique consiste au contraire à faire croire aux travailleurs qu'ils ont des intérêts en commun à défendre avec le patronat, et qu'il suffit de voter socialiste pour que ces soi-disant intérêts communs soient défendus par leurs ministres. On a tous vu le contraire : même avec des ministres PS/sp.a, les riches continuent à s'enrichir et les travailleurs à se serrer la ceinture ! Quant à la transformation radicale de la société par les travailleurs, les partis socialistes sont tellement intégrés à la société capitaliste, leurs dirigeants bénéficient de tellement de privilèges, comme l'ont montré les affaires de ces derniers mois, qu'ils tiennent au maintien de cette société autant que les capitalistes eux-mêmes !

Alors, rien de plus normal que le parti socialiste veuille effacer de son programme jusqu'au dernier mot qui rappelle la lutte des classes et ses liens passés avec la classe ouvrière.

Mais ce n'est pas parce qu'on ne veut plus la nommer que la lutte des classes s'arrête. On peut toujours déclarer qu'il fait soleil quand il pleut, ça n'arrête pas la pluie !

De même, on continue à vivre dans une société où une classe très minoritaire de patrons et d'actionnaires possède l'essentiel des usines, des banques, des centrales électriques, des mines, etc. Cette classe capitaliste, par sa propriété sur les moyens de production, s'approprie les richesses produites par les travailleurs. Et les capitaux dont ils héritent à chaque génération, c'est la richesse produite par les générations précédentes de travailleurs, accaparée par les générations précédentes de capitalistes.

Quant à la majorité de la population, elle est obligée de vendre son travail contre un salaire. Bien sûr, ces salaires peuvent varier fortement, et gagner un dollar par jour dans une usine textile au Bangladesh ou 1700 euros par mois comme travailleur de l'automobile ici, cela ne vous fait pas la même vie. Mais tous, avec notre salaire, nous ne recevons qu'une petite partie des richesses que nous produisons, le reste c'est du travail gratuit, c'est le profit que s'accapare la classe capitaliste. Oui, la classe ouvrière existe toujours, et elle est bien plus nombreuse et pourrait être bien plus puissante aujourd'hui qu'à l'époque de la Charte de Quaregnon.

Entre ces deux classes aux intérêts inconciliables, c'est une lutte perpétuelle : pour augmenter ses profits, la classe capitaliste, de mille manières, fait tout pour s'approprier une part plus grande de la richesse créée par les travailleurs. Notamment en payant des salaires plus bas, en allongeant la journée de travail, en augmentant la charge de travail. Et elle mène sa lutte de classe de façon intensive, dans tous les secteurs et partout dans le monde !

Les partis socialistes trompent les travailleurs en niant ce fait. Nier la lutte des classes, c'est surtout nier le droit aux travailleurs de défendre leurs intérêts avec la même détermination que la classe capitaliste.

Mais les partis socialistes ont beau mentir, beau nier, avec la crise capitaliste dans laquelle la société s'enfonce tous les jours un peu plus, la lutte des classes devient tous les jours plus âpre. Et la politique des partis socialistes, qui refusent que les travailleurs se défendent en luttant, est de moins en moins crédible. Mais laisser les capitalistes mener leur lutte de classe sans la combattre, ne mène pas seulement les travailleurs vers la misère, mais conduit toute la société droit vers la barbarie et les guerres.

Aussi, nous n'avons pas d'autre choix : la lutte des classes, il nous faut la mener, sur le terrain des travailleurs, par la grève et les luttes collectives. Les travailleurs conscients doivent s'organiser, personne ne doit décider à leur place.

Alors, levons le drapeau de la classe ouvrière, pour un avenir sans classes sociales, sans exploitation et où les richesses profiteront à tous, une société communiste !

Justice patronale !

À Liège, des juges veulent faire inculper 17 syndicalistes qui ont participé au blocage d'une autoroute en octobre 2015. Ils les accusent du décès d'une patiente de l'hôpital de Hermalle-sous-Argenteau. Le chirurgien qui devait l'opérer, coincé dans l'embouteillage, serait arrivé trop tard. C'est bien sûr un drame pour cette patiente et sa famille. Mais c'est surtout un prétexte pour attaquer les syndicats et les libertés de manifester.

Sinon ces juges attaqueraient les restrictions de budgets des hôpitaux et les économies dans la santé, responsable de nombreuses maladies contractées dans les hôpitaux et de suivi de soins insuffisants. Le sous-effectif dans les hôpitaux où il n'y a parfois plus qu'une seule infirmière de nuit pour des dizaines de patients et l'hygiène qui n'est plus assurée correctement faute de personnel, combien de personnes cela a tué ou fait souffrir inutilement?

Mais la ministre de la Santé, Maggie de Block, peut dormir tranquille. Cette soi-disant « justice » ne veut remettre en cause que les droits de ceux qui se défendent contre les politiques injustes et irresponsables des patrons et des gouvernements !

La force des travailleurs, c'est la grève

Obligation pour les organisations syndicales d'annoncer toute grève au moins 7 jours à l'avance ; obligation pour les cheminots de déclarer leur participation au moins 3 jours avant la date ; les arrêts de travail sans appui des appareils syndicaux pourront être considérés comme « faute grave » et sujets à sanction, voilà le contenu du règlement de « service minimum » décidé par la direction de la SNCB et le gouvernement.

La direction de la SNCB et le gouvernement veulent imposer aux cheminots une restructuration de grande ampleur, alors ils veulent tenter d'empêcher les grèves. Et une telle amputation du droit de grève ne peut qu'inspirer les patrons d'autres secteurs. Car il n'y a pas que la SNCB qui veut imposer aux travailleurs des conditions de travail dignes des siècles passés.

C'est évidemment un recul important et tout travailleur conscient ne peut que se préparer à s'y opposer.

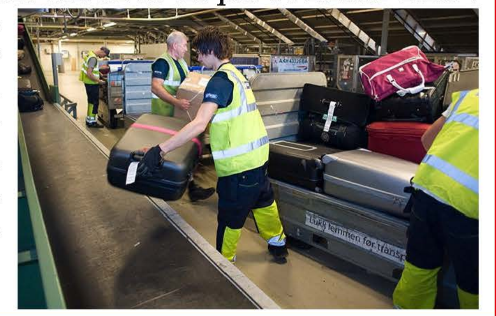
Mais le patronat peut faire autant de lois qu'il voudra, cela n'empêchera pas les réactions collectives des travailleurs. Si le droit de grève existe un tant soit peu aujourd'hui, c'est bien parce que dans le passé, les travailleurs ont fait grève sans en avoir le droit. Et ils le referont, car c'est leur seule arme, c'est leur force.

La grève paye

Il faut donc des bagagistes pour pouvoir charger et décharger son bagage lors d'un voyage en avion ! Un fait que les politiciens et les journalistes ne remarquent que quand les bagagistes sont en grève.

Le patron de SwissPort est visiblement parti du principe que le pic des voyageurs touristiques pouvait être maîtrisé sans embauche supplémentaire, en comptant que les bagagistes se sentiraient obligés de prendre sur leurs pauses. Et bien à force de tirer sur la corde, elle a cassé !

Les bagagistes ont raison de ne pas se laisser faire ! Et leur courage pourrait inspirer d'autres travailleurs qui au retour des congés vont se retrouver eux aussi en surcharge de travail !



Chère école

La loi garantit la gratuité de l'école, mais la réalité en est loin.

L'enseignement secondaire est le plus cher et surtout l'enseignement qualifiant où les frais de matériel sont importants. Mais ce qui pèse le plus dans les budgets ce sont les garderies, la surveillance du midi, les repas et les voyages scolaires. Autant de frais inévitables pour la majorité des familles, dont un quart disent avoir eu recours à la solidarité familiale pour faire face aux coûts scolaires.

Pour assurer un enseignement et un encadrement de qualité dans les écoles, il manque d'argent ! D'argent pour embaucher le personnel nécessaire, pour les locaux, pour mettre à disposition le matériel nécessaire et payer les voyages scolaires !

Mais comme on le voit, la priorité des gouvernements ne va pas aux générations futures, elle va aux riches !

La main dans la poche des pensionnés

Le gouvernement Di Rupo avait déjà changé le mode de prise en compte des périodes de chômage pour le calcul des pensions. A partir du 49ème mois au chômage, ce n'est plus le dernier salaire qui compte pour la pension mais le taux minimum. Le gouvernement actuel élargit ce mécanisme aux périodes de chômage à partir du 13ème mois et inclut les prépensionnés au-dessus de 60 ans.

Les syndicats estiment la diminution de la pension des prépensionnés jusqu'à 150 euros par mois !

D'un gouvernement à l'autre, c'est la même rengaine : les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère ! Mais de cette société-là, on n'en veut pas !

Fin juillet, le gouvernement Michel a bouclé son « budget ». Chaque année, c'est la même rengaine : il faut faire des économies. 502 millions de restrictions dans les dépenses sociales sont annoncées ce coup-ci, en plus de toutes celles déjà en cours.

Moins d'impôts pour le patronat …

Cependant, le gouvernement a de l'argent à distribuer : ainsi, l'impôt pour les sociétés, actuellement à 33,9% baissera progressivement à 25% d'ici 2020, et même à 20% pour les PME. En échange, le gouvernement promet de réduire les « niches fiscales » du genre « intérêts notionnels » qui permettent aux multinationales de ne payer que 1 à 3% d'impôt. Il n'est même pas certain que cette promesse soit réalisée ! Et en tout cas, il n'est aucunement question de les supprimer !

D'autre part le gouvernement permet aux entreprises du bâtiment de réduire de 602 millions d'euros leurs versements à la Sécurité sociale, et tout employeur qui embauchera un jeune verra aussi ses cotisations réduites. Voilà qui va imposer de nouvelles réductions de dépenses pour la Sécurité sociale, au détriment de toute la population.

… et plus d'exploitation pour les travailleurs

Prenant prétexte de la discussion budgétaire, le gouvernement annonce une panoplie d'attaques importantes contre les travailleurs :

- extension des flexi-jobs du secteur Horeca au Commerce qui pourra donc désormais aussi embaucher des gens juste pour une heure ou deux. Le gouvernement comptabilise 20 000 emplois dans l'Horeca grâce à cette mesure, mais combien de ces 20 000 emplois représentent un salaire permettant de vivre ?!
- possibilité pour les services publics d'avoir recours aux intérimaires ;
- réduction des préavis en début de contrat ;
- travail de nuit dans l'e-commerce…
- la définition du « travail convenable » qu'un chômeur est obligé d'accepter sera élargie.
- …


Commerce en ligne: jour et nuit?

Un monde à découvrir

853 entreprises ont déclaré des flux financiers avec des pays recensés sur la liste des paradis fiscaux à hauteur de 221 milliards d'euros. Une somme hallucinante qui ne couvre cependant que ce que ces entreprises veulent bien déclarer, parce qu'elles peuvent estimer que le fisc ne considérera pas ces transferts comme des « montages fiscaux ».

Total achète par exemple l'ensemble du pétrole destiné à être raffiné en Belgique à une filiale du groupe aux Bermudes (où l'on n'a encore jamais vu la moindre goutte de pétrole jaillir du sol). C'est sûr que le profit ainsi engendré aux Bermudes y sera moins taxé qu'ailleurs. Cette transaction de Total a l'accord du ministère des finances belge.

Le gouvernement dit qu'il a besoin d'argent ? Mais il préfère tirer des euros un à un des poches des chômeurs, des malades et des pensionnés que de toucher aux milliards des maîtres capitalistes.

Morale : de l'argent, il y en a. Si le gouvernement ne veut pas aller le chercher, les travailleurs finiront par le faire à sa place !



Deux poids, deux mesures

L'ONEM a réclamé l'an dernier plus de 87,5 millions d'euros d'allocations de chômages à des bénéficiaires qui n'y avaient soi-disant pas droit.

Ces allocations indûment perçues ne sont pas nécessairement liées à une fraude. Il peut s'agir de personnes ayant touché une allocation de maladie avec effet rétroactif, ou d'indépendant complémentaire ayant « trop » gagné. Mais aussi parfois de « simples » erreurs du bureau de chômage ou le personnel est surchargé de travail.

Devoir rembourser ces quelques centaines d'euros peut constituer un véritable problème pour des milliers de personnes qui ne vivent que du chômage ou de petits boulots.

Pendant ce temps, les plus riches et les grandes entreprises fraudent des milliards sous les yeux complaisants de l'Etat.

Economies drastiques dans la santé

Le gouvernement est en train de mettre en œuvre les mesures destinées à réaliser une économie de 2,87 milliards prévue pour la législature.

Cette politique s'abat avec violence sur les malades, et en premier lieu sur ceux qui n'ont pas les moyens de payer de leur poche des médecins déconventionnés ou des médicaments efficaces mais qui ne sont plus remboursés. A côté des antibiotiques et des médicaments contre le reflux gastrique, certains sprays nasaux pour les personnes allergiques ont par exemple augmenté de 300%, une mesure qui touche beaucoup d'enfants. Des dizaines de milliers de personnes souffrant de fibromyalgie n'auront plus droit aux séances de kiné dont elles ont besoin pour pouvoir mener une vie plus ou moins autonome.

C'est aussi la suppression de lits dans les hôpitaux. En Wallonie, on parle d'une diminution du nombre de lits dans les hôpitaux de 25% ! Plusieurs hôpitaux sont en train d'être fermés. Une pression est exercée pour écourter le séjour des femmes qui ont accouché à l'hôpital.

En plus, le gouvernement a ouvert la chasse aux malades de longue durée. La nouvelle procédure prévoit qu'après une absence de 2 mois, une évaluation est lancée, avec le médecin du travail et l'employeur, pour évaluer si le malade peut reprendre le travail. Or d'après les chiffres déjà disponibles au niveau national, 72% des décisions des médecins du Travail déclarent le malade « inapte », ce qui permet aux employeurs de mettre fin au contrat pour « force majeure médicale », une véritable machine à licencier.

Quant aux chômeurs malades ou reconnus inaptes au travail jusqu'à 66%, sont harcelés pour chercher un travail, sous peine de perdre leurs allocations.



Nos lecteurs nous écrivent

J'ai 44 ans, et je suis un de ces malades de longue durée que Maggie De Block prétend « remettre au travail ». Du travail, j'en ai eu bien sûr, au temps où ma santé me le permettait. Et beaucoup dans le genre de petits contrats, comme mon dernier job d'ouvrier d'entretien dans une école. Bien qu'engagé en APE pour des « petits travaux d'entretien », j'ai dû exécuter des travaux lourds : abattre des cloisons, des faux plafonds, des toilettes, sans me procurer pour autant des équipements de protection adaptés, y compris face aux restes d'amiante. A l'Onem, cela ne les avait pas intéressés, et on m'y a répondu que « je devais être content d'avoir un travail ».

Depuis, ma santé s'est beaucoup dégradée, au point que les médecins de la mutuelle m'ont reconnu un handicap à plus de 66%. J'ai dû être opéré des deux genoux, mais le placement de prothèses, qui me permettrait de retrouver de la mobilité, n'est pas remboursé avant l'âge de 65 ans…

Je souffre aussi de problèmes respiratoires dus à une maladie auto-immune. La nuit, je dors très mal et j'ai du mal à récupérer.

Les médecins spécialistes que je consulte sont assez impuissants à trouver des solutions thérapeutiques efficaces que ce soit pour mes problèmes de genoux ou de sommeil, d'autant que comme simple assuré mutuel, les moyens mis en œuvre sont limités.

Alors, quand le médecin conseil de la mutuelle me convoque aujourd'hui en demandant « des examens récents » qui prouvent mon incapacité à travailler, j'ai envie de lui amener la pile des analyses, consultations de spécialistes, examens que j'ai dû passer depuis des années sans que cela empêche ma santé de se détériorer !

Bien entendu, j'aspire à retrouver ma santé, de l'autonomie et la possibilité de trouver un travail. Comme tous les hommes et les femmes qui sont dans ma situation du reste ! Mais ce ne sont pas les mesures d'économies décidées par la ministre de la santé qui vont nous y aider…

Fipronil, une molécule d'un système hautement toxique

Dans le scandale du Fipronil, le poison serait originaire d'une obscure firme roumaine. Mais la molécule est bien née dans des entreprises de la chimie ayant pignon sur rue et a été mise en circulation par elles.

Un scandale de plus

Le scandale des oeufs contaminés touche dix-sept pays de l'Union européenne. Des élevages industriels de poules pondeuses ont utilisé le Fipronil, un insecticide toxique interdit dans l'alimentation.

Les autorités néerlandaises, informées dès novembre 2016, ont laissé filer. L'Afsca (Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire) a attendu 2 mois avant de communiquer et continue à minimiser l'affaire. Le Fipronil est pourtant très toxique pour les jeunes enfants et les femmes enceintes.



Cette nouvelle affaire montre que le secteur agroalimentaire, comme toute l'économie capitaliste, est une jungle où le profit compte plus que la santé.

C'est la firme pharmaceutique française Rhône-Poulenc qui a inventé le Fipronil, commercialisé à partir de 1993. Après la fusion du groupe avec Hoechst qui a donné naissance au groupe Aventis, celui-ci a vendu le brevet à Bayer qui l'a revendu en 2003 à BASF.

La molécule miracle est ou était utilisée partout : dans les insecticides de tous genres, des grains anti-fourmis ou anti-cafards, comme spray contre les puces des chiens et chats… Pour le traitement contre les parasites d'animaux producteurs d'aliments (comme les poules), le Fipronil n'avait pas reçu d'approbation, du moins en Europe.

Car de lourds soupçons pèsent sur le Fipronil. Non seulement, il est probablement cancérogène, même s'il n'est pas classifié comme tel, mais il est aussi un perturbateur endocrinien, qui influence la production d'hormones, notamment thyroïdiennes, avec des conséquences graves sur les embryons et les enfants pendant la croissance. Et même si les doses retrouvées dans les œufs sont très faibles, le Fipronil peut s'accumuler dans l'organisme et devenir toxique lors d'une exposition de longue durée. Pourtant, il est utilisé pour le traitement des semences, par exemple celui du maïs destiné à l'alimentation des animaux.

Il est avéré que le Fipronil a des conséquences dramatiques pour les abeilles qui ingurgitent le Fipronil en collectant le pollen de plantes dont les semences ont été traitées. Il y a donc certainement lieu aussi de s'inquiéter pour les agriculteurs et les ouvriers qui sont en contact avec le Fipronil en manipulant ces semences.

Or, face à ces considérations qui justifieraient une interdiction pure et simple du produit, il y a les profits de BASF. Le groupe aurait payé 1,33 milliards d'euros pour racheter ce brevet à Bayer. En 2013, la Commission européenne interdisait le Fipronil pour le traitement des semences en Europe, mais seulement pour les plantes récoltées après la floraison, comme le maïs ou les tournesols. Il peut toujours être utilisé pour les semences d'autres plantes, comme des choux, ou pour l'usage en serre. Malgré ces concessions importantes, BASF contestait cette décision juridiquement jusqu'à récemment, tout comme il mène des actions en justice contre des concurrents qui commercialisent des produits contenant du Fipronil, par exemple en Australie.



Aujourd'hui, le brevet a expiré et d'autres entreprises dans le monde produisent le Fipronil. BASF nie tout lien avec la firme roumaine qui a vendu le Fipronil à la firme hollandaise Chickfriends. BASF nie aussi avoir exporté du Fipronil vers la Roumanie… « Nous vendons à des intermédiaires respectables », a déclaré un directeur de BASF France. Mais comment croire et faire confiance à ces entreprises dont le seul but est de dégager le maximum de profits pour les actionnaires, quelles que soient les conséquences pour les populations ?

États-Unis : Trump du côté des racistes

L'assassinat le 12 aout dernier, à Charlottesville, d'une militante antiraciste par un raciste fonçant sur elle en voiture a provoqué une vive émotion, aux États-Unis et au-delà. Une émotion amplifiée par les déclarations de Trump, accusant au lendemain du meurtre les manifestants antiracistes d'être responsables de la violence dont ils avaient été victimes.

Les manifestants racistes de diverses obédiences s'étaient rassemblés à quelques milliers dans cette ville de Virginie, pour protester contre la décision de la municipalité de Charlottesville de déboulonner la statue du général Lee, chef des sudistes durant la guerre de Sécession, devenu une figure symbolique de la défense de l'esclavage et, depuis, des défenseurs des thèses racistes.

Il existe encore aux États-Unis quelque 1 500 monuments célébrant ces tristes héros sudistes qui, lors de la guerre de Sécession, s'insurgèrent contre les États du Nord. Pour vaincre cette Confédération du Sud, les États du Nord durent émanciper les esclaves noirs. Au cours de la période de Reconstruction qui suivit (1865-1877), les anciens esclaves et les Blancs pauvres purent bénéficier de quelques droits, droits de vote et d'éligibilité, à l'éducation, à la propriété, etc. Mais cela ne dura que le temps pour la bourgeoisie industrielle du Nord d'établir un nouvel accord avec l'aristocratie terrienne du Sud, lui laissant les mains libres pour rétablir une oppression féroce envers la population noire.

C'est alors que le Ku Klux Klan vit le jour, afin de terroriser les Noirs et de créer un fossé avec les Blancs pauvres. Les lynchages de Noirs mais également de Blancs, se terminant par des pendaisons après tortures et mutilations, se généralisèrent. Cette ségrégation fut légalisée à la fin du siècle par des lois dites Jim Crow dans le Sud. C'est à cette époque qu'une bonne partie des monuments à la gloire des héros esclavagistes furent érigés. D'autres le furent en réaction au mouvement des droits civiques combattant pour l'abolition de la ségrégation, dans les années 1950 et 1960.

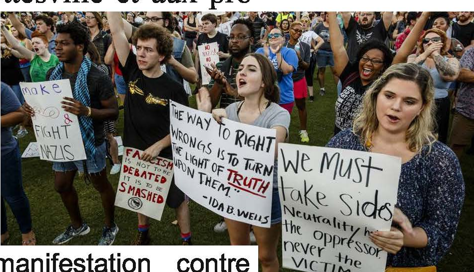
Pour justifier sa défense de ces symboles du racisme, Trump a déclaré qu'« ils font référence à une partie de l'histoire du pays ». Mais aucun de ces monuments n'évoque les souffrances des esclaves ni leurs révoltes, ni les massacres de la Guerre civile, qui font tout autant partie de l'histoire des États-Unis. Lorsqu'il a affirmé qu'il y avait des « des gens bien dans les deux camps », faisant la part belle aux suprémateurs blancs, aux néo-nazis, au Ku Klux Klan, il a été désavoué par des politiciens de son propre parti. Des patrons ont même démissionné d'instances gouvernementales.

Ces grands patrons s'étaient jusqu'alors accommodés de son racisme. Ils estiment sans doute désormais que l'intérêt de leurs affaires leur commandait de s'écarter de ce président sulfureux. Pourtant, des propos racistes, Trump en tient depuis longtemps, et ce n'est pas original. L'appareil d'État américain est imprégné de racisme, pas seulement dans le Sud ex-esclavagiste. C'est ce que reflètent les propos abjects du locataire de la Maison-Blanche.

En réaction au meurtre de Charlottesville et aux propos de Trump, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays samedi 19 août, dont certaines nombreuses (40 000 à Boston selon la police).

Et d'autres protestations avaient répondu aux meurtres répétés perpétrés par la police. Il ne sera pas dit que ce seront les racistes qui auront le dernier mot.

Article extrait du journal français «Lutte Ouvrière»



Une manifestation contre les suprémacistes blancs

Surenchère dangereuse

Face à la Corée du Nord, les Etats-Unis – qui étranglent déjà le pays via leur embargo depuis la fin de la guerre de Corée en 1953 – sont en train de durcir le ton par la voix de Donald Trump. Ils reprochent au dictateur Kim Jong-Un de chercher à se doter de l'arme nucléaire, et appellent les gouvernements du monde entier à resserrer l'étau, faute de quoi ils menacent la Corée d'un déluge de feu.

Mais les Etats-Unis soutiennent à travers le monde quantité de régimes qui n'ont rien à envier à la Corée du Nord en matière de brutalité. Et ils tolèrent que certains États, comme Israël ou le Pakistan, détiennent l'arme atomique – du moment que ce sont des alliés des USA ! Et ce sont les Etats-Unis qui ont largué en 1945 deux bombes atomiques sur le Japon, un déluge de feu qui était un avertissement pour toutes les nations qui oseraient s'opposer à l'impérialisme américain.

Le bras-de-fer entre Trump et Kim Jong-Un peut-il aller jusqu'à une confrontation militaire, qui embraserait une région du monde où les tensions et les risques d'explosion s'accumulent ? Ou n'est-ce qu'une péripétie qui se réglera par un nouvel «équilibre» ?

Une chose est sûre : les intérêts des populations comptent pour du beurre dans ces escarmouches qui restent pour l'instant verbales.

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.